Par mme FASLY Hakima

Déficit budgétaire définition et controverse

- Un déficit budgétaire correspond à un solde négatif du budget de l’État ; autrement dit le montant des recettes est inférieur à celui des dépenses

Déficit budgétaire

- Avec l'importance des ressources qui sont à sa disposition, l'État a, aujourd'hui, souvent la tentation d'agir directement sur certains domaines de l'activité économique. Mais c'est seulement au XXe siècle que l'utilisation systématique des composantes du budget a donné naissance à la politique budgétaire.

- La politique budgétaire est une politique économique qui consiste à utiliser le budget de l'État pour atteindre divers objectifs.

- C’est seulement à partir de la crise des années 30 que les autorités économiques ont commencé à considérer le budget, ses dépenses et ses recettes, comme un instrument de politique économique à part entière.
- Il convient toutefois de distinguer deux notions souvent amalgamées par l’opinion publique : déficit budgétaire et déficit public qui, lui, inclus, outre le premier, le déficit des collectivités locales et celui de la sécurité sociale

Déficit budgétaire: théories

- Le rejet du déséquilibre budgétaire par Adam Smith repose sur l'inefficacité de l' Etat à accroître le revenu
- A. Smith réfute le financement de dépenses publiques supplémentaires tant par l'accroissement des impôts que par le recours à l'emprunt, au nom de l'improductivité de l' Etat.

- Pour les Keynésiens, le déséquilibre peut être considéré comme un moyens de relance de l’économie

Déficit budgétaire

- **L'état doit rompre avec sa triste habitude des déficits publics, donc consentir à réduire les dépenses de l'Etat, à moins de se résigner à voir croître indéfiniment sa dette publique.**

Déficit budgétaire

A la démesure de ce déficit il y a d'abord des causes physiques : les dépenses s'accroissent chaque année du poids de l'intérêt des dettes contractées antérieurement pour assurer le train de vie de l'État : on sait qu'aujourd'hui l'impôt sur le revenu ne sert plus qu'à rembourser l'intérêt de la dette.

Il y a également des causes psychologiques : nul ne s'étonne plus que les comptes de la nation puissent être en déficit. Le déséquilibre budgétaire est entré dans les mœurs politiques.

Il y a enfin des causes politiques : une réduction des déficits publics, passant par une réduction drastique de la dépense publique, mécontenterait trop d'intérêts particuliers et de privilégiés pour que des politiciens se risquent sur un terrain qu'ils jugent des plus glissant.

- Aucune théorie économique digne de ce nom ne cautionne une telle gestion des finances publiques. Des déficits publics seraient acceptables s’ils alternaient avec des excédents. Mais trente ans ou plus de laisser-aller budgétaire ont fait s’accumuler les problèmes énorme que connaissent les économies actuelles.

La maîtrise du déficit budgétaire qui conditionne la stabilité macroéconomique (compte courant, inflation, croissance…) est tributaire de la connaissance des causes qui sont à son origine

Le déficit budgétaire au Maroc trouve son origine dans deux sources différentes :

- celle d’ordre conjoncturel liée au cycle économique et
- celle plus durable se rapportant aux

structures même de l’économie

Le déficit conjoncturel disparaît avec l'amélioration de la conjoncture. Quant au déficit structurel, il nécessite des réformes profondes pour sa réduction.

La distinction entre les composantes conjoncturelle et structurelle du déficit est fonction de l'écart entre la production observée et la production potentielle. Celle-ci désigne le produit intérieur brut qui peut être durablement réalisé sans générer de déséquilibre sur les marchés des biens et services et du travail. Il ne correspond pas au niveau maximal de production réalisable à un instant donné, mais au niveau soutenable caractérisé par la stabilité à la fois de l'inflation et des salaires.

Déficit budgétaire au Maroc

- **Le Fonds monétaire international (FMI) a conseillé au Maroc de resserrer sa politique économique et de réduire la masse salariale pour éviter de se voir imposer un "ajustement structurel".**

Déficit budgétaire au Maroc

le FMI reprocherait à Rabat d'utiliser l'argent des privatisations dans des dépenses de fonctionnement "au lieu des projets d'investissement qui peuvent avoir un impact positif sur la croissance".

le FMI envisagerait même de "réinscrire le Maroc sur la liste des pays à soumettre à un programme d'ajustement structurel" si des réformes ne sont pas engagées dans les cinq prochaines années.

Déficit budgétaire au Maroc

- Le quotidien marocain des milieux d'affaires, L'Économiste, avait déjà tiré la sonnette d'alarme le 4 janvier 2004, assurant que le recours aux privatisations pour financer les déficits budgétaires plaçait le royaume devant la menace d'un nouveau programme d'ajustement structurel du FMI.

Déficit budgétaire au Maroc

- Une délégation du FMI en mission au Maroc a attiré l'attention des responsables sur "l'aggravation du déficit budgétaire, la destination des recettes des privatisations, l'augmentation de la masse salariale - estimée à 12% du PIB - et la faiblesse du taux de croissance", a indiqué Le Maroc (indépendant) début 2004.

Déficit budgétaire cas du Maroc

- Un programme d'ajustement du FMI, appliqué au Maroc de 1982 à 1992, a été considéré comme responsable d'une grave détérioration de la situation des catégories les plus démunies de la population.